

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et**  
**de mesures immédiates prises à titre conservatoire**  
**Société DENIS PASSENAUD à Tours**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 ; L. 514-8, D. 181-15-2, R. 512-69, R. 512-70 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 1990 autorisant la société PASSENAUD à procéder à l'extension de son stockage de véhicules hors d'usage et de déchets de métaux situé à TOURS rue Baptiste Marcet ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2007 portant agrément de la société DENIS PASSENAUD pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, situées 31, rue Baptiste Marcet à TOURS ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19 080 du 27 septembre 2011 modifiant la situation administrative de la société DENIS PASSENAUD RECUPERATION située 31, rue Baptiste Marcet à TOURS ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19 677 du 8 avril 2013 portant renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (« Centre VHU ») ;
- la lettre préfectoral du 18 septembre 2019 actant le bénéfice de l'antériorité aux titres des ses rubriques 2712 et 2713 ;
- l'arrêté du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et modifiant l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'information faite par téléphone de la société PASSENAUD le 5 septembre 2025 de la survenue de l'incident le 5 septembre 2025 sur le site de Tours exploité par la société DENIS PASSENAUD ;

**Considérant ce qui suit :**

1. Le 5 septembre 2025, un employé a découvert à l'embauche 15 tonnes de batteries au plomb en feu dans une alvéole.
2. Les eaux d'extinction de l'incendie ont pu être confinées au sein du site. Les fumées se dégageant du sinistre se sont dispersés en colonne droite au-dessus du site dû aux conditions climatiques (absence de vent). L'incendie a été rapidement éteint par les services d'incendies et de secours 37.
3. Il convient de mettre en place des mesures d'urgence pour sécuriser les accès au site. De fait, l'incident, en raison des caractéristiques et des quantités des produits impliqués, peut avoir été à l'origine d'une dispersion de substances potentiellement polluantes pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
4. Au regard de ce qui précède, il convient de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'incident du 5 septembre 2025. Le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution éventuelle générée par l'incident.

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

**.ARRETE**

**Article 1 : Respect des prescriptions**

La société DENIS PASSENAUD dont le siège est situé RD 323 à CHAMPAGNE (SARTHE) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur la commune de TOURS.

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus à l'article 7 et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

## **Article 2 : Mesures immédiates conservatoires**

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

- mettre en sécurité les installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site, etc., signalisées de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, dégagement d'acide etc...). Au besoin, une surveillance humaine du site est effectuée en permanence ;
- réalisation de prélèvements sur les paramètres HAP, métaux, PFAS, PFOS et AOF dans les eaux d'extinction. Le prélèvement est effectué dans les eaux d'extinction mises en quarantaines dans les fosses de rétention de la société PASSENAUD à Notre-Dame-d'Oé.

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

## **Article 3 : Remise de la fiche « incident » et du rapport d'accident**

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, une fiche « incident » et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- la fiche « accident » transmise par l'inspection des installations classées le 5 septembre 2025.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

## **Article 4 : Remise en service**

En application de l'article R. 512-70 du code de l'environnement, la remise en service de l'activité d'accueil et de transit de batteries est conditionnée au nettoyage de l'alvéole et des réseaux d'eau pluviales ayant été impacté par le dégagement d'acide des batteries.

#### **Article 5 : Gestion des eaux d'extinction**

Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes.

#### **Article 6 : Gestion des déchets liés au sinistre**

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie.

En particulier, l'exploitant doit prendre des précautions particulières concernant les déchets suivants :

- les batteries endommagées,
- l'eau utilisée pour noyer les batteries,
- le sable utilisé pour recouvrir l'ensemble des batteries,
- les eaux d'extinction incendie.

Après enlèvement de ces déchets, le sol du site devra être nettoyé. Une analyse des eaux pluviales en sortie de séparateur est réalisée par un organisme tiers compétent démontrant le respect des Valeurs Limites d'Émission avec la compatibilité du milieu récepteur.

#### **Article 7 : Échéances**

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2) : 24 h pour la sécurisation, 7 jours pour les justifications des mesures prises pour répondre à cet article ;
- article 3) : 24 h pour la fiche « incident » et 15 jours pour le rapport d'accident ;
- article 5) : 15 jours ;
- article 6) : 15 jours pour le programme d'évacuation des déchets, 3 mois pour l'évacuation et l'élimination des déchets.

#### **Article 8 : Transmission des documents utiles**

L'exploitant transmet au Préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

#### **Article 9 : Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 10 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **Article 11: Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de d'Indre-et-Loire, le maire de Tours et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Tours, le 05/03/2015

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur de cabinet,



Pierre-Ange SAVELLI

